

434 Rp

LA PENSEE DE SALAZAR

L'OEUVRE DU REGIME
ET LA
CAMPAGNE ELECTORALE

*DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE LE PRESIDENT
DU CONSEIL, EN REPOSE AU MESSAGE QUI LUI A ETE
REMIS PAR LES REPRESENTANTS DES MUNICIPALITES DU
PORTUGAL, LE 31 MAI 1958*

ET

*ALLOCATION PRONONCEE A LA SEANCE DE PROPAGANDE
POUR LA CANDIDATURE DU CONTRE-AMIRAL AMERICO THO-
MAZ, AU PALAIS DES SPORTS, A LISBONNE, LE 4 JUIN 1958*

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E • 1 9 5 8

I. 1040

LA PENSEE DE SALAZAR

434 Rf
EST. DA COMUNICACAO SOCIAL
BIBLIOTECA

L'OEUVRE DU REGIME
ET LA
CAMPAGNE ELECTORALE

DISCOURS PRONONCE PAR SON EXCELLENCE LE PRESIDENT
DU CONSEIL, EN REPOSE AU MESSAGE QUI LUI A ETE
REMIS PAR LES REPRESENTANTS DES MUNICIPALITES DU
PORTUGAL, LE 31 MAI 1958

ET

ALLOCUTION PRONONCEE A LA SEANCE DE PROPAGANDE
POUR LA CANDIDATURE DU CONTRE-AMIRAL AMERICO THO-
MAZ, AU PALAIS DES SPORTS, A LISBONNE, LE 4 JUIN 1958

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMAÇÃO
L I S B O N N E ● 1 9 5 8



S.N.F.
7040

INCORPORAÇÃO

LA PENSEE DE SALAZAR

L'OEUVRE DU REGIME
ET LA
CAMPAGNE ELECTORALE

ALLEGATIONES EVIDENTES A LA LEGISLATION PORTUGUAISE
DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE ELECTORALE
DE 1958

SECRETARIADO NACIONAL DA INFORMACAO
LISBOA 1958



J'ai estimé que je ne devais pas éviter cette rencontre : les représentants des communes, conscients de la gravité du moment que nous traversons, sont venus, comme en d'autres moments décisifs de notre histoire, marquer leur position à l'égard du Gouvernement. Justement, en cette même heure, dans toutes les municipalités du Pays, les personnes mandatées pour exercer les fonctions de l'administration font savoir à leurs concitoyens comment vous interprétez ici le sentiment et comment vous exprimez la volonté des populations.

Et vous avez capacité et compétence pour le faire. Les pieds fermement posés sur le sol de la Patrie, les bras et l'esprit voués au travail, loin des ambitions politiques et près de la vie telle qu'elle est réellement vécue, on ne saurait nier que vous ne soyez les représentants authentiques de ces populations. Je fais une réserve seulement sur l'excès des allusions faites à ma personne, car je ne suis ni ne fais rien de plus que les autres ; je suis seulement celui que des circonstances imprévues ont désigné comme le porte-drapeau d'un mouvement d'unité et de renaissance nationales.

Ni héros, ni sage, ni saint : un homme comme les autres, qui travaille du mieux qu'il peut pour son pays, au poste qui lui a été assigné, et qui est toujours à la disposition de ceux qui le lui ont confié.

I

On ne comprend pas comment, à propos de l'élection du Président de la République, il peut y avoir aujourd'hui des Portugais qui proclament la vacuité de notre effort, qui nient l'existence ou la valeur de toute œuvre, qui dénoncent les fondements erronés de notre politique. Ce ne peut être là que le fruit de la passion qui égare les esprits les mieux formés et ne leur permet pas de reconnaître l'évidence des choses. Si vous avez un moment disponible, nous allons le prouver, dans cette atmosphère de calme et d'objectivité où nous avons le devoir de nous maintenir.

Dans le flot des paroles prononcées ou publiées au nom, sur l'ordre ou au gré des oppositions, s'amoncellent les critiques contre tout ce qui a été réalisé au cours des trente dernières années et l'on ne compte pas les promesses sur tout ce que l'on se propose de réaliser, grâce à un meilleur gouvernement et à une orientation plus judicieuse dans la résolution des problèmes essentiels de notre vie collective.

Cependant si nous laissons de côté les fautes, les écarts et même les erreurs, inévitables mais corrigibles, tous les programmes et toutes les critiques tournent en fin de compte autour de la politique étrangère, de la politique d'outre-mer, de la politique économique, de la politique sociale, de l'absence de consolidation, ou de la consolidation insuffisante du régime dans les institutions.

Examinons point par point les positions assumées : nous le ferons rapidement, sans nous perdre dans les détails, car l'essentiel se réduit à peu de chose.

Quant à la politique étrangère, nous déduisons de la documentation produite par nos adversaires que rien n'a été trouvé mauvais. On n'a pas eu le courage d'attaquer la politique de l'Alliance anglaise, ni celle du bloc péninsulaire, ni celle de la Communauté Luso-Brésilienne. On n'a pas voulu non

plus critiquer la neutralité portugaise durant la dernière guerre, qui a d'ailleurs fonctionné en faveur des alliés — «neutralité collaborante», comme je l'ai appelée un jour —, ni les relations correctes ou excellentes que nous entretenons avec les autres Etats, ni les amitiés conquises, ni les appuis obtenus. Tout a été bien fait, tout est juste, il n'y a rien à changer.

Cependant, j'ai vu susciter quelques doutes sur le point de savoir si nos institutions sont compatibles avec les principes des Nations Unies. Mais c'est justement un principe fondamental des Nations Unies que l'Organisation n'a rien à voir avec le régime intérieur des différents pays. Nous avons été admis, sans aucune insistance de notre part, à l'unanimité de 56 voix, sans une seule voix contre et sans une seule abstention. Autrement dit : nous avons été considérés comme des éléments utiles et aptes à observer les normes de la coexistence, qui sont le fondement de l'institution; il est pour le moins étrange qu'à l'intérieur du pays l'on puisse nier une idonéité qui a été reconnue d'une manière aussi catégorique sur le plan international.

A côté des prises de position, on a également formulé quelques suggestions.

J'ai lu que l'on suggère dans un des secteurs de l'opposition une politique *indépendante* et l'établissement de relations *avec tous les pays*. Ce mot «indépendant» ne signifie pas qu'il faille créer les conditions de la libre détermination du pays dans la vie internationale. Si quelqu'un peut se vanter d'avoir, sans léser personne, rompu des liens de servitude désagréables et d'avoir ainsi renforcé l'indépendance nationale, c'est bien nous. Et ce n'est pas ceux-là qui pourraient le faire qui, au long des années, ont attendu de puissances étrangères l'appui qui devait leur permettre de se hisser au pouvoir. Indépendance, dans le vocabulaire communiste, signifie la même chose que neutralisme ou neutralité active, c'est-à-dire l'absence de participation à des alliances ou à des blocs idéologiques ou politiques. C'est ce que la Russie demande à ses amis, quand elle ne peut solliciter leur adhésion.

J'ignore si, lorsqu'un candidat s'est désisté en faveur de l'autre, a été opérée, en même temps que la fusion des candidatures, la fusion des programmes respectifs. Sur le point qui nous occupe, ce serait impossible, car la conception géopolitique qui inspire l'un des candidats est inconciliable, dans le moment présent, avec la politique «indépendante» que l'autre préconise. Au contraire, il est nécessaire de renforcer, je dirai, dans quelques cas, d'amplifier, les blocs défensifs, sous peine de risquer la propre indépendance; autrement dit: il faut baser l'indépendance nationale sur les interdépendances politiques. C'est la loi du moment dans lequel nous vivons.

Une autre prétention exprimée du même côté est que soient établies des relations avec tous les pays. S'il s'agit de relations commerciales et si l'allusion vise les pays au-delà du rideau de fer, je dois dire que nous entretenons déjà des relations régulières avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne Orientale et la Hongrie et que nous faisons du commerce même avec la Russie, depuis longtemps acquéreur de nos lièges. Les autres relations, à commencer par les relations diplomatiques, se heurtent à des obstacles graves qui ne pourront être que difficilement surmontés, tant que ces relations constitueront un moyen privilégié de prosélitisme inadmissible. Nous avons vu se faire et se défaire des expériences dans ce domaine, et en déplorer ensuite les résultats. Tout esprit objectif reconnaîtra que la question ne peut être résolue qu'à ces deux conditions: inocuité des missions étrangères en matière de prosélitisme; réciprocité complète des privilèges habituellement concédés.

Mais ceci n'a rien à voir avec le problème de la paix. Nous aussi, comme la plupart des pays, nous aspirons à la paix; nous nous écartons seulement de beaucoup par l'idée qu'ils se font du chemin à suivre pour qu'elle puisse être garantie et consolidée. Plût au ciel que nous puissions employer au bien-être de la collectivité les sommes que nous investissons dans sa défense!

Mais la paix, le désarmement, sont des notions ou des situations réciproques entre des Etats indépendants. Et quant on parle de paix sans imposer cette exigence préalable, c'est que l'on est disposé à accepter, sur le plan national, la servitude.

*

*

*

Voyons maintenant la politique d'outre-mer, celle-ci étant entendue comme l'ensemble des principes qui régissent les relations entre les diverses parties de la Nation portugaise, l'ensemble des normes qui régissent les relations raciales et des buts que se propose l'œuvre colonisatrice. On a fait allusion à la nécessité d'une certaine «actualisation» et à la nécessité de recourir à un plébiscite national pour définir la situation de Goa. Bien que je ne comprenne pas exactement ce que l'on entend par «actualisation», je n'ai rien à dire sur ce point, étant donné que le développement des provinces d'outre-mer, en particulier de l'Angola et du Mozambique, leur étendue, leurs besoins, leur progrès exigeront certainement des révisions de la structure du gouvernement et de l'administration, d'ailleurs sans que cela traduise une modification de leur position fondamentale dans l'ensemble portugais. Quand nous avons élaboré le projet du prochain Plan de Mise en Valeur, auquel les provinces en question auront une part si substantielle, au préjudice de nombreuses entreprises nécessaires, ici, dans la métropole, nous avons eu plus d'une fois l'impression que nous nous tirions littéralement le pain de la bouche pour aider les territoires d'outre-mer. Mais nous l'avons fait sans aucun sacrifice, avec le seul regret de ne pouvoir faire encore davantage. L'allusion en question ne nous semble donc pas constituer un problème.

Je n'en dirai pas de même de Goa : sur ce point, la position énoncée porte une marque bien connue. Nous de-

vriens presque avoir pitié des communistes : on leur a ordonné d'être germanophiles, au début de la guerre, et ils l'ont été; on leur a ordonné ensuite d'être pour les alliés, et ils l'ont été; on leur a ordonné d'admettre l'indépendance des républiques soviétiques, et ils l'ont admise; on leur a ordonné d'accepter l'absorption de ces mêmes républiques, et ils l'ont acceptée. Ils sont colonialistes quand il s'agit de la grandeur de l'Etat socialiste russe, et ils sont anticolonialistes quand il s'agit de diminuer leur propre pays. Ne cherchons pas de logique, là où il n'y a qu'obéissance; n'espérons pas de patriotisme, là où il n'y a qu'asservissement à une politique étrangère. L'idée du plébiscite pour définir une nouvelle situation à Goa découle des déclarations soviétiques en faveur de l'Union Indienne. Et si cette idée n'a pas été étendue par nos communistes à toutes les autres provinces d'outre-mer, c'est seulement parce que, pour le moment, ceci aggraverait la position irréductible du peuple, qui se refuse à toute amputation volontaire de la Nation portugaise. Goa est donc pour l'instant le maximum que les communistes ont osé jouer; la réaction provoquée me dispense d'affirmer une fois de plus la politique du Gouvernement relativement à l'Etat portugais de l'Inde. Cette politique est bien claire : nous ne renions pas et nous ne répudions pas les nôtres.

*

*

*

Quant au problème économique, la campagne électorale des Oppositions a oscillé entre ces deux points : de la négation formelle de tout progrès (alors que le progrès est manifeste aux yeux de tous), à l'affirmation de l'insuffisance des réalisations publiques ou privées. Ou bien nous n'avons rien fait, ou bien nous n'avons pas fait tout ce que nous aurions dû faire. Ainsi, le retard économique du Pays, avec ses répercussions dans le niveau de vie des populations, n'a été confronté ni avec les ni-

veaux antérieurs, ni avec la pauvreté du milieu, ni avec les possibilités financières et techniques. En temps normal, les propres responsabilités intellectuelles de quelques-uns de ceux qui ont pris part aux débats les auraient empêchés de poser ainsi la question.

La question économique devrait être posée de la manière suivante :

1.^o — Le problème a-t-il été bien mis en équation, pour que le développement de l'économie nationale puisse s'opérer d'une manière ordonnée et progressive, à partir des prémisses énoncées ?

2.^o — L'œuvre réalisée a-t-elle été encadrée dans les grandes lignes ainsi définies, ou bien y a-t-il eu des écarts ou a-t-on créé des obstacles à un progrès ultérieur ?

3.^o — Pouvait-on aller plus loin qu'on ne l'a été ; quels étaient les moyens dont on pouvait disposer, sans risque ou sans préjudices plus considérables, et qui n'ont pas été utilisés ?

En toute honnêteté, on ne pouvait sortir de là ; et les chiffres statistiques avec lesquels on a opéré toutes sortes de jongleries ne sauraient modifier ces positions. Nous regrettons, nous aussi, comme tous les Portugais, de ne pas nous trouver au premier rang des peuples les plus riches ou les plus développés. Ce ne sera jamais là notre place ; et quiconque laisse entrevoir une telle possibilité ignore profondément les données du problème. Sans sol, sans sous-sol, sans mers littorales riches, notre plus grande richesse dans la métropole est encore l'homme et son travail. Mais pour les élever au niveau désiré, il faudra mettre en œuvre de grands efforts et laisser faire le temps. Le capital et la technique ne s'inventent pas : on les importe ou on les crée. Quant à moi, je préférerais aller un peu plus lentement, dans le cadre d'une vie modeste, que de risquer d'assujettir le Pays à de nouvelles formes de colonisation étrangère.

Il est étrange — car il ne peut y avoir de solution de continuité dans la vie et dans l'économie — que l'on n'ait pas fait d'allusions pertinentes au Plan de Mise en Valeur qui va succéder au Plan actuel. C'est exactement dans la coordination ou dans l'absence de coordination des plans que l'on aurait trouvé les meilleures raisons de critique, s'il s'agissait de cela. Le Gouvernement a passé plusieurs semaines à l'examen d'un projet, avant de prendre une décision sur ce document, que l'on a mis plusieurs années à élaborer et qui vient d'être soumis à l'appréciation des Chambres et porté à la connaissance du public. Il est regrettable que les Oppositions, si intéressées au progrès économique rapide du Pays, ne se soient pas senties en mesure d'analyser un plan dont va essentiellement dépendre ce progrès dans les six prochaines années.

*

* *

Il nous reste à dire un mot sur le problème social. Dans un manifeste adressé aux travailleurs portugais, les Oppositions ont inscrit un certain nombre de revendications sur les conditions de travail, salaires, horaires, logements, congés, assistance, accès à la culture et autres, comme preuve de leur affectueux intérêt pour les classes laborieuses. Rien de tout cela ne nous impressionne ni ne constitue pour nous une difficulté, pourvu que tout s'intègre dans les principes que nous défendons. Autrement dit : pour nous, il s'agit de bien plus que de promesses électorales puisque, jusqu'à un certain point, la satisfaction de ces revendications relève de l'essence même du régime que nous servons.

La différence réside essentiellement dans ce que, pour nous, la réalisation pratique de certaines aspirations est déterminée progressivement par les possibilités et le progrès économiques du Pays, tandis que, pour les Oppositions, les promesses sont

présentées indépendamment des conditions économiques qui devraient leur servir de base. Bien avant que certaines revendications n'aient été formulées, ou même rêvées, nous avons affirmé, nous autres, au nom de nos principes, que nous ne mettions aucune limite à l'ascension économique, politique ou culturelle des masses, et ainsi nous réalisons peu à peu, sur des bases solides, ce qui d'une autre manière ne serait qu'un artifice ou qu'un leurre.

On comprend que dans le manifeste en question l'on n'ait pu mettre à nu l'idéologie qui l'inspire. L'idée d'une socialisation des moyens de production écarterait les sympathies que l'on prétend se ménager : il fallait surtout que la petite bourgeoisie ait l'espoir d'être épargnée. Mais la revendication du droit de grève apporte à ce complexe de questions la note de la lutte des classes, alors que nous nous luttons pour le maintien d'un climat de franche et amicale coopération. C'est ici que nous nous séparons.

Nous n'acceptons pas, nous autres, l'idée de l'incompatibilité d'intérêts entre employeurs et travailleurs; nous proclamons au contraire leur solidarité permanente. Si une incompatibilité momentanée crée un risque de choc entre les deux forces, il est nécessaire que le défenseur de l'intérêt collectif arbitre le conflit, en accord avec la justice et le bien commun. Quand l'on affecte un cheminot au rude travail nocturne; quand on impose aux employés des Postes un service permanent, ce n'est pas l'intérêt patronal ou ouvrier qui est en cause, mais bien l'intérêt de la collectivité. Comment donc peut-on oublier cette collectivité, qui est un tiers dans le conflit, et comment peut-on laisser résoudre le différend par la lutte entre les autres forces en présence? Si le libéralisme a pu aboutir à cette équivoque, le communisme l'a éliminée des lois et de la pratique. Et sur ce point, il a eu entièrement raison. Nous ne pouvons perdre une seule heure de travail; nous ne pouvons diminuer le rythme de notre effort; nous ne pouvons admettre que l'esprit de lutte

et les haines se greffent là où seule la coopération amicale peut triompher. Nous n'ignorons pas les égoïsmes humains, ni les abus, ni même la pauvreté ou la misère matérielle ou morale qui peuvent en dériver. Je dis qu'il y a des formes plus correctes et plus sûres de les dominer, au bénéfice de tous.

II

Je crois par conséquent que nous pouvons conclure que, dans ces secteurs de la vie de la Nation, si on laisse de côté des insuffisances, des erreurs ou des retards admissibles, tout ce qui a été fait, d'une manière générale, a été destiné à servir, et a effectivement servi le bien commun. Ce que nous voyons suggérer dans le camp opposé ou bien ne peut être fait, ou bien ne doit pas être fait.

Mais cela n'est pas le pire. Le pire est de penser que l'on peut réaliser n'importe quelle politique sociale avec n'importe quelle politique économique; que l'on peut élaborer n'importe quelle politique économique avec n'importe quelle politique financière; et que n'importe qu'elle politique économique ou financière peut servir de base à la politique internationale ou à la politique d'outre-mer que l'on prétend réaliser. Si ceux qui ont dit une fois qu'ils iraient chercher l'argent là où il se trouve pouvaient un jour s'emparer du pouvoir; si ceux qui se vantent d'avoir appris que ce n'est pas la solidité ni la valeur de la monnaie qui importent, mais seulement sa quantité, parvenaient au pouvoir; si ceux qui prétendent garantir la distribution des richesses avant de les avoir produites pouvaient un jour exercer quelque influence sur le pouvoir, — alors nous pouvons être certains qu'il serait impossible d'exécuter quelque plan que ce soit et de mettre sur pied une politique qui poursuivrait simultanément ces objectifs: consolider et maintenir l'indépendance et l'intégrité nationales; augmenter la richesse publique ou privée; distribuer plus équitablement entre tous le revenu

national, au bénéfice des plus nécessiteux; assurer le travail des Portugais, améliorer leurs conditions de vie, leur garantir l'ordre, leur permettre de vivre en paix. L'œuvre que nous avons réalisée — que l'on considère comme imparfaite et inachevée, et qui l'est certainement — il a fallu la bâtir, non pas d'une manière décousue, mais en lui donnant l'unité d'un édifice construit sur des fondements qui ont coûté beaucoup de sueur à ce pauvre peuple; et c'est avec son travail et avec ses privations que l'on a payé les dettes, que le Trésor s'est libéré des usuriers, que l'on a restauré le crédit, que l'on a instauré une administration, que l'on a acquis du prestige et que l'on a défendu la Patrie et l'intégrité du Portugal d'outre-mer. Combien je plains notre peuple si, confondant les promesses vaines avec les réalités, il en venait à se convaincre un jour que le travail est un signe de servitude et le désordre une saine atmosphère de vie!

Tout ce dont nous avons dit qu'on ne devait pas le faire, ou que l'on ne pouvait pas le faire, comment les Oppositions prétendent-elles le faire? Au moyen d'une dictature éducative à laquelle succéderait la formation de partis politiques. J'ose dire que cette dictature, qui s'annonce assez dure en comparaison avec l'autre qui, dans les pires moments, n'a jamais été violente, n'est peut-être pas indispensable pour former des démocrates. Nous qui, dans les trente dernières années, nous sommes contentés de progresser, de vivre en paix et dans l'ordre sous une autorité qui nous a garanti les libertés possibles, nous n'aurons rien à apprendre. Et, parmi les autres, beaucoup de ceux qui se sont sentis opprimés, au cours de la même période, ont déjà prouvé, dans des discours, dans les journaux et par d'autres actes publics qu'ils sont d'ores et déjà en mesure de commencer à jouir de ces libertés et avec une telle ampleur qu'il n'en restera plus pour les autres!

Et que l'on n'ait aucune crainte en ce qui concerne la formation des partis: Il suffit qu'en réglementant le droit d'association l'on autorise l'association à des fins politiques pour que,

du jour au lendemain, il en surgisse davantave même qu'on ne le souhaiterait; un parti du centre, un ou deux partis monarchistes, un parti des gauches démocratiques, un parti socialiste et, naturellement, un parti communiste, sans parler du parti démocrate chrétien, étant donné que certains pensent que, dans de telles circonstances, la défense de l'Eglise serait davantage garantie par cette voie. Ça, c'est ce qu'on appelle les partis de base, parce qu'en vérité notre individualisme, les irréductibilités personnelles, les ambitions et les vanités des hommes se chargeraient de faire éclater toutes les disciplines et de pulvériser encore ce qui serait déjà assez divisé et dispersé. Et c'est entre tous ces groupes qu'il faudrait répartir les 120 sièges de la Chambre des Députés...

Il y a une certaine naïveté à croire que par la force des lois, constitutionnelles ou non, l'on peut obtenir la limitation numériques des partis, avec une efficacité durable et sans préjudice des principes démocratiques. Les principes une fois acceptés, il faut en accepter les conséquences, plus ou moins graves suivant les cas.

Ayant longuement réfléchi sur ces problèmes et suivi leur évolution dans les différents Etats, je n'ai jamais pu comprendre trois affirmations que l'on fait pour légitimer le système, à savoir: que la manière la plus expressive de former et de représenter l'unité nationale est la division partisane; qu'il y a une relation nécessaire entre l'existence de partis et les libertés publiques; que la prolifération des partis est un système capable d'éviter l'explosion révolutionnaire des factions. En ce qui nous concerne, l'expérience de nombreuses années nous a montré que ce sont les partis qui ont engendré les révolutions et qu'ils ont été incapables de garantir les libertés.

Sans aucune prétention dogmatique, compte tenu seulement de nos besoins et de notre manière d'être, le mouvement du 28 mai a donné origine à un régime non partisan ou anti-partisan, si l'on veut. Certains le considèrent comme une chose rétrograde; ils devraient plutôt et à plus juste titre nous consi-

dérer comme des précurseurs. Les difficultés que traversent tous les pays sont telles que les régimes politiques évoluent principalement dans le sens de garantir l'efficacité des méthodes de gouvernement. Les discussions des assemblées constituées par des groupes nombreux et l'hypercriticisme qui en résulte sont sacrifiés peu à peu à la nécessité fondamentale de gouverner, et les assemblées ne peuvent se dérober à l'obligation de définir une politique ou ne peuvent empêcher les gouvernements de poursuivre la politique qu'ils ont eux-mêmes définie. C'est ainsi que nous avons suivi notre chemin, faisant constamment appel à ce dénominateur commun qu'est l'intérêt national.

Il est possible que pour défendre cet intérêt ou pour éviter que l'opinion publique ne soit égarée quant à son essence, l'on ait tant soit peu exagéré et limité des libertés qui, tout au moins sans graves dangers, pourraient être réglementées différemment. Mais il faudrait nous entendre tout d'abord sur certains concepts fondamentaux qui, à la suite des dernières discussions et des appels démagogiques qui ont été lancés, sont devenus plus obscurs qu'auparavant.

Du côté des Oppositions, nous avons entendu formuler une prudente réserve : on a dit qu'il fallait quelque chose de plus que la liberté, car avec la liberté on ne pouvait pas tout faire. Eh non ! On ne peut pas tout faire, je dirai même que l'on ne peut rien faire, surtout quand nous avons tendance à donner à la liberté le sens où nous l'avons déjà vue s'égarer. Il y a de nombreuses années déjà, un sociologue français qui s'est penché sur nos problèmes et sur les défauts de notre formation, avait conclu que cette excellente qualité du peuple portugais — sa docilité — représentait dans le fond un grave danger pour la stabilité politique ou sociale. Il suffirait que quelqu'un eût l'audace de promettre et de mentir pour créer autour de lui des zones d'adhésion, même enthousiastes, que plus tard d'ailleurs le bon sens suffirait à neutraliser. Mais pourquoi alors les laissons-nous créer ? Parce que, ne constituant pas un danger mortel, nous espérons que le phénomène amènera à réfléchir

beaucoup de gens qui semblent être las de l'ordre et de la paix et sont enclins à croire aux vertus créatrices de l'agitation politique, de la variété des programmes et de la succession des solutions, tour à tour expérimentées et aussitôt abandonnées; qui s'entretiennent au spectacle des égoïsmes et des ambitions, auquel le pays peut assister, mais auquel il ne peut assister sans payer. Ce sont les mêmes qui qualifient d'immobilisme le travail méthodique et exécuté suivant des plans établis.

Mais à ceux-là je veux rendre la justice qu'ils méritent; je commencerai toutefois par une déclaration un peu brutale. Si l'on est convaincu que la Révolution s'est vidée de son contenu idéologique ou, ce qui revient pratiquement au même, que les principes ne sont plus efficaces et que les hommes n'y croient plus ou ne sont pas capables de les appliquer, il est évident que d'éventuels transferts de pouvoirs n'ont pas d'importance, sinon dans la mesure où ils peuvent ou non préserver ce qui a été obtenu, au prix de tant d'efforts, en faveur du pays. Mais si cette même Révolution a encore des fidèles nombreux et dévoués et si elle se sent encore la vigueur nécessaire pour s'imposer, alors elle doit continuer dans la pureté de son idéal et de sa foi primitive, expurgée des impuretés que le temps aurait pu introduire dans ses réalisations et, simultanément, corrigée des imperfections que le même temps aura pu révéler.

Il est évident que si l'on avait plus tôt «institutionnalisé» complètement le régime et si les élections étaient réglementées d'une autre manière, le prestige de la Nation n'aurait pas eu à souffrir des atteintes de la campagne actuelle. Il est évident que si l'expérience corporative était plus avancée et élargie à tous les secteurs économiques, culturels ou moraux, nous serions en mesure de formuler un jugement plus complet sur ses virtualités et ses défauts. Il est évident que si les idées maîtresses du régime avaient été apportées avec persistance jusqu'à la jeunesse des écoles, des ateliers et des campagnes, il n'y aurait pas la moindre crainte à confier à tous, sans exception, le moment venu, l'héritage de la Patrie qui, malheureusement, dans les

circonstances présentes, serait en danger dans de certaines mains. Il y a encore l'immobilisme des personnes et des institutions; mais nous reviendrons sur ce point en une époque plus calme, quand nous pourrons situer le problème hors du domaine des passions, pour l'examiner à la lumière de la froide raison.

III

Je voudrais ajouter quelques mots, ne sachant pas si j'aurai encore l'occasion de les dire. Le régime instauré par l'armée le 28 mai 1926, et consacré dans la Constitution Politique, approuvée par plébiscite, a eu l'avantage inappréciable de se développer, jusqu'à présent, sous deux chefs d'Etat seulement, et la Nation peut se sentir orgueilleuse de leurs qualités et de leurs services. Simple hasard, ou résultat d'une orientation politique?

Ceux qui estiment que l'on ne peut donner et ceux qui ne savent pas donner une orientation déterminée au gouvernement des peuples seront enclins à conclure que nous avons simplement eu de la chance. Je dirai cependant que, tant en ce qui concerne la stabilité de la magistrature suprême de l'Etat que les mérites personnels de ceux qui l'ont exercée, il s'agit en vérité du fruit des principes que nous professons. Tous les régimes ne suscitent pas ou ne font pas épanouir chez les hommes politiques les mêmes qualités; et tous ne sont pas également aptes à créer un art de gouverner ou une volonté de servir.

Le Général Craveiro Lopes, dont le mandat va prendre fin dans quelques mois, s'est acquitté de sa charge avec un dévouement si exemplaire, avec une dignité si élevée, avec une telle fidélité aux principes fondamentaux du régime que ce serait une ingratitude que de ne pas conserver dans notre mémoire et dans notre reconnaissance les sept années de sa magistrature. En outre, ses voyages dans les Iles Adjacentes et dans la pres-

que totalité des territoires portugais d'outre-mer ont été un service de la plus haute importance rendu à la Nation; sous son mandat, le Pays a eu l'insigne honneur de recevoir et de rendre les visites de souverains et de grands chefs d'Etat dont nous considérons les relations d'amitié comme un bien précieux et un facteur important de notre politique extérieure. C'est ainsi que le Président de la République a pu encore apporter au Brésil, au milieu d'acclamations inoubliables, la chaleur de nos âmes, dans l'accolade fraternelle des Portugais du monde entier. Et il n'y a jamais eu ni soubresauts, ni hésitations, ni équivoques, parce que tout s'est déroulé avec naturel et noblesse, dans l'ordre et dans le calme auxquels nous nous étions déjà habitués. Serait-ce là encore une simple chance ou le fruit d'une politique?

Presque à l'expiration du mandat présidentiel, l'Union Nationale a cherché un candidat dans la même ligne de ses prédécesseurs: elle a choisi un homme probe, digne, prudent, prêt à servir, capable d'interpréter et de défendre dans les moments de crise les intérêts de la Nation. Il ne sera pas nécessaire de prendre d'assaut une forteresse, mais il se peut qu'il soit nécessaire de la défendre.

Notre orientation a toujours été contraire au retour des luttes politiques dont la violence et les tragiques dénouements semblent faire le bonheur de certains. Ce n'est que dans son sens dégénéré que la politique peut être confondue avec l'agitation stérile, le déchaînement des haines, le déploiement d'ambitions de personnes ou de groupes à la conquête de postes élevés et de leurs bénéfices. Rien de ce que j'affirme ne s'oppose évidemment — on a vu qu'il ne s'y est pas opposé — à la libre discussion des problèmes. Mais je veux dire que la formation de la conscience publique doit reposer surtout sur l'examen d'arguments solides, sur la connaissance de faits certains et bien interprétés, à la lumière de positions désintéressées; et non pas sur l'excitation des passions et sur la déformation de la vérité.

Par mes paroles d'aujourd'hui, j'ai prétendu contribuer à ce que la conscience de la Nation soit correctement formée et puisse agir correctement.

*

Messieurs, je pense avoir répondu à votre désir. Le régime pense pouvoir compter, pour continuer, sur la compréhension et sur la loyauté du peuple portugais.

*Allocution prononcée à la séance de propagande
pour la candidature du Contre-Amiral Américo Tho-
maz, au Palais des Sports, à Lisbonne, le 4 Juin 1958.*

Cinq minutes suffiront pour ce que j'ai à dire.

La campagne électorale touche à sa fin. Elle n'a pas été telle que nous l'aurions désirée, mais telle que nous l'avons vue se dérouler, troublée par des manifestations qui n'étaient pas indispensables pour la présentation des candidats et le confrontation de leurs mérites, ou même pour la comparaison d'idéologies et de programmes, si tant est que nous devons subir, à chaque élection à la Présidence de la République, une espèce de plébiscite sur la structure de l'Etat et sur l'ensemble des problèmes de la Nation. Cette révision encyclopédique à laquelle nous nous sommes si libéralement prêtés a été cette fois accompagnée d'attentats contre l'ordre public qui ont troublé la tranquillité habituelle de notre existence et peuvent avoir laissé dans quelques esprits une ombre de doute et de crainte. Nous y avons perdu un peu du bon renom que nous avons conquis peu à peu, au prix de tant d'efforts, au long de nombreuses années; nous y avons gagné de pouvoir nous demander, à la lumière des événements, s'il s'est agi d'une campagne électorale à la portugaise ou à l'américaine, ou bien si cette campagne a servi de prétexte à la préparation d'un mouvement séditieux, à la russe. Dans tous les pays civilisés, l'esprit de subversion qui s'est fait jour çà et là au cours de cette campagne est certainement banni des règles du jeu électoral.

Quant à nous, nous avons travaillé et nous continuerons à travailler à la consolidation d'un système de vie et de gouvernement où l'ordre résulte surtout de la discipline spontanée de chacun et du respect pour les autres, et c'est pourquoi nous nous abstenons d'agiter des passions malsaines qui risquent de jeter la division parmi les Portugais. Nous ne faisons pas appel à la violence. Nous ne méprisons personne et nous voulons rendre justice à tous. Or, il nous faudra maintenant éliminer patiemment les germes de haine dont les autres ont empoisonné l'atmosphère du pays.

Mais je tiens à affirmer, avec la froide sérénité qui m'est habituelle, que, de cette manière ou d'une autre, nous rétablirons rapidement l'ambiance de calme essentielle à la vie collective; je veux dire que nous le ferons dans toutes les circonstances, en recourant à tous les moyens à la disposition de l'autorité.

Malgré tout, nous nous réjouissons du fait que les oppositions se soient montrées disposées à concourir à l'élection à la Présidence de la République, et le Gouvernement a fait tous les efforts et a surmonté les plus grandes difficultés pour rendre leur activité possible et les amener jusqu'aux urnes! Pour la première fois, à ce que je suppose, nous avons à affronter, en une étroite coalition, tous ceux qui, pour des motifs quelconques — de doctrine, de sentiments, ou d'intérêts — se sont conjugués, non pas en vue de la rénovation du régime, comme certains l'on cru, mais en vue de sa subversion totale. Quel que soit leur nombre, élevé ou restreint, leur présence aux urnes contredit d'une manière éclatante — comme d'ailleurs toute la campagne électorale — un des lieux-communs de leur propagande, à savoir: le fantôme de la peur que l'on a feint de vouloir combattre.

L'élection sera ainsi une épreuve de force que nous pouvons nous permettre sur le propre terrain de l'adversaire. Nous sommes trop habitués à vivre dans cette position facile d'où nous voyons retomber sur quelques-uns d'entre nous la rude

tâche non seulement de concevoir et de réaliser ce qui importe au bien de la Nation, mais encore de secouer les inertes, d'alerter les insoucians, de protéger les timides. Je vois s'approcher des temps où il faudra exiger de tous de plus lourds sacrifices que le vote, pour la défense du bien commun et même de l'intérêt légitime de chacun. Des temps viendront peut-être où il faudra être prêt à lutter durement; et heureux ceux qui auront quelqu'un pour les grouper, pour les guider, pour leur indiquer le chemin et pour assurer, avec leur concours, la victoire.

Il n'est pas dans mon tempérament de faire des appels faciles au tragique, et ce n'est pas là le but de mes paroles. J'estime cependant opportun de rappeler que, par ces temps difficiles, aucun des biens dont nous jouissons n'est sûr, si nous ne sommes pas disposés à contribuer nous-mêmes à sa sécurité. Ni l'indépendance, ni l'intégrité de la Patrie, ni la paix, ni l'ordre, ni les commodités et les biens, ni la tranquillité des foyers, ni la liberté des consciences, ni l'économie, ni le travail, ni les améliorations ou les entreprises publiques — non, aucun de ces biens, n'est sûr, si ce n'est dans la mesure où nous défendons nous-mêmes les principes d'où ils émanent ou sur lesquels ils reposent, et dans la mesure où nous sommes prêts à nous battre pour eux.

Mais je voudrais écarter de moi aujourd'hui — et je regrette de ne pas y avoir entièrement réussi — toute sévérité et toute rudesse, car mon intention était seulement de faire un appel final, joyeux et confiant, à votre loyauté et, si nécessaire, à votre courage pour l'élection du nouveau Président de la République. Il y a certainement de nombreux mécontentements, et les gouvernements doivent accélérer ou corriger leur action afin d'éliminer ces mécontentements. Il y a de nombreux incrédules, dont l'âme est vide, et que nous devons tenter de convertir à notre foi patriotique. Il en est qui nourrissent des convictions très éloignées des nôtres et que nous devons éclairer. Il y a tous ceux-là, et peut-être par notre faute. Mais nous,

nous sommes tous les autres. Nous sommes si nombreux à communier dans le même idéal, nous sommes si nombreux, unis par la même compréhension de l'intérêt de la Patrie et qui avons travaillé et souffert pour le plus grand prestige et la grandeur de la Nation que celle-ci n'hésitera pas dans le choix de l'homme qui peut la servir et, comme jusqu'à présent, la représenter dignement. N'ayons aucune crainte.

1623

EDITIONS

S·N·I

LISBONNE

BN



EFG0000513635

S